



PhiloJeunes



Centre International PhiloJeunes

PhiloJeunes

Éducation
aux valeurs démocratiques et civiques
avec le dialogue philosophique
pour les jeunes de 5 à 16 ans

FICHE 24 : NATIONALITÉ-CITOYENNETÉ

Cette fiche s'adresse aux jeunes de 11 à 16 ans

Auteurs
Michel Tozzi, Jean-Charles Pettier
Lyne Marcheterre, Élisabeth Bussienne
Catherine Audrain, Johanne Domaine
Octobre 2023 – mars 2024

FICHE 24 : NATIONALITÉ-CITOYENNETÉ

Objectif pédagogique : Faire prendre conscience aux élèves que la citoyenneté peut s'exercer à différents niveaux, de différentes façons, dans différents contextes et que celle-ci implique des droits et des obligations.

Introduction pour les éducateurs

On sait à quel point l'éducation familiale et scolaire est fondamentale pour l'apprentissage de la citoyenneté et l'éducation au civisme. Pour aider les enseignants, parents, éducateurs à éduquer à la citoyenneté, voici une fiche d'accompagnement : on y trouve beaucoup de questions sur la citoyenneté (le questionnement est la base de la culture philosophique), des exemples concrets d'actes citoyens, des informations nécessaires pour préciser sa pensée, des études de cas, et des ouvrages ou des sites à pédagogiquement exploiter sur le thème de la citoyenneté. On trouvera ci-dessous des questions des pistes possibles d'exploration, des propositions de définitions à discuter... Attention ! Il faut garder à la fiche une allure de recherche et ne pas tomber dans un cours sur la citoyenneté !

Nous avons mis entre parenthèses des propositions de réponses, des pistes à explorer...

PARTIE 1 : NATIONALITÉ, CITOYENNETÉ, IDENTITÉ

1.a : LA NATIONALITÉ

Notes à l'enseignant.e

Tout au long de la ou des séances, il est suggéré de concevoir une carte conceptuelle pour garder des traces des réponses des élèves.

Voici différentes définitions permettant de **construire le concept** de nationalité :

La **nationalité** s'inscrit dans une nation, qu'est-ce qu'une nation ?

Définitions : nation, nations — Dictionnaire de français Larousse

Ensemble des êtres humains vivant dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, parfois de langue, et constituant une communauté politique.

Définition de nationalité

<https://dictionnaire.lerobert.com/definition/nationalite>

Groupe humain **uni par une communauté de territoire, de langue, de traditions, d'aspirations**, et qui maintient ou revendique son existence en tant que nation.

État d'une personne qui est membre d'une nation. *Être de nationalité canadienne ou française, etc. Avoir la double nationalité. Nationalité acquise.* → naturalisation (Action de conférer la

nationalité d'un pays donné à une personne qui ne la possède pas en raison de sa naissance.),
Sans nationalité légale. → apatride (qui est dépourvu de nationalité légale.)

Tiré de Nationalité — Wikipédia (wikipedia.org)

La **nationalité** est en droit international public le pays d'appartenance véritable d'une personne physique ou morale, aux fins de détermination du droit applicable dans un litige de droit public entre deux ou plusieurs pays. Le concept peut être juridiquement opposé à la notion de citoyenneté, qui n'a d'application qu'en droit interne à des fins de détermination des droits et devoirs des citoyens d'un même pays.

Il s'agit d'un concept multiforme relatif à l'appartenance d'une ou d'un groupe de personnes à une nation culturelle ou politique déterminée ou possédant la volonté d'exister. La latitude sémantique du terme est principalement due à un désaccord entre deux écoles de pensée du XIX^e siècle, basées sur des traditions opposées ; l'universalisme de la philosophie des Lumières française et le relativisme culturel du nationalisme romantique allemand. On peut donc parler de nationalité politique et de nationalité culturelle ou sociologique.

D'une part, la **nationalité politique** se définit comme une preuve légale de l'appartenance à un État. Un individu ou un peuple qui n'a pas de nationalité est apatride. Si le concept de nationalité ne se confond pas automatiquement avec la citoyenneté, ces deux termes peuvent aussi être employés comme synonymes l'un de l'autre, dans le langage courant comme dans les documents officiels.

D'autre part, la **nationalité culturelle** ou **sociologique** définit des communautés qui ne forment pas forcément des États indépendants. Elles sont plutôt des regroupements de populations sur un territoire plus ou moins défini qui partagent soit une combinaison particulière de caractéristiques objectives (langue, religion, culture, histoire) ou la caractéristique subjective d'autodéfinition souvent exprimée par le nationalisme. Le sentiment d'amour que peut éprouver un individu envers son pays n'est pas le nationalisme, mais le patriotisme.

Critères d'admissibilité

Les critères d'admissibilité sont un autre élément problématique lorsqu'il s'agit de cerner une nationalité en particulier ou de tracer la limite avec la notion d'ethnie. En plus de souligner que la nationalité repose au départ sur le sentiment identitaire, le théoricien politique David Miller propose, dans son livre *On Nationality*, 5 critères pour définir une communauté d'individus comme une nationalité :

- Posséder des croyances communes et un engagement mutuel ;
- Occuper une période définie dans l'Histoire ;
- Démontrer un caractère national ;
- Occuper un territoire défini ;
- Posséder une culture populaire distincte.

Miller soutient également que les moyens de communication à l'intérieur de ces communautés cimentent le sentiment national et que tous ces critères fluctuent avec le temps.

QUESTIONS POUR CONCEPTUALISER LA NATIONALITÉ

Tout au long de la ou des séances, il est suggéré de concevoir une carte conceptuelle pour garder des traces des réponses des élèves.

Pour aborder la nationalité, il faut d'abord connaître ce qu'est une nation, donc qu'est-ce qu'une nation ? Quelles sont les caractéristiques d'une nation ?

De quelle nationalité es-tu ? Qu'est-ce que la nationalité ?

Peut-on avoir une double nationalité ?

Peut-on conserver sa nationalité de naissance si on habite dans un autre pays ?

Peut-on perdre sa nationalité ?

Précisions entre la nationalité et la citoyenneté

<https://www.coursfrançaisfacile.com/2022/11/la-difference-entre-citoyennete-et.html>

(La citoyenneté est le statut d'une personne reconnue par la coutume ou la loi comme étant un membre légal d'un État souverain ou d'une entité nationale. La nationalité, en revanche, est l'appartenance d'une personne à une nation, qui peut être attestée par un passeport, un acte de naissance ou une naturalisation. La nationalité est un concept ethnique ou racial, tandis que la citoyenneté est un concept juridique ou politique. La nationalité d'une personne indique son lieu ou son pays de naissance, tandis que la citoyenneté d'une personne indique que cette personne est enregistrée en tant que citoyen par le gouvernement du pays respectif.)

1.b : LA CITOYENNETÉ

Définitions du citoyen et de la citoyenneté

Quelle est l'étymologie du mot citoyen ?

(Du latin *civis*, celui qui a droit de cité).

La **notion de citoyen** a évolué dans l'histoire :

Dans la Grèce antique ?

[Membre de la cité, homme — et non femme, homme libre — et non-esclave ou étranger, qui participe aux décisions de la cité relatives aux lois, à la guerre, à la justice, à l'administration].

Dans l'Empire romain ?

[Homme libre de l'Empire, doté de droits politiques dans une cité]

À la Révolution française [1789].

[Par opposition au « sujet » (du roi), désigne tout homme sans notion de hiérarchie, par opposition à la Noblesse]

[Un citoyen est une personne qui relève de la protection et de l'autorité d'un État, dont il est un ressortissant. Il bénéficie de droits civiques et politiques et doit accomplir ses devoirs envers l'État].

En France :

(Un citoyen français est une personne ayant la nationalité française et jouissant de ses droits civils et politiques).

On peut devenir français :

— **par attribution** en vertu du **droit du sang** (« Est français l'enfant dont l'un des parents au moins est français ») ou par l'effet du **double droit du sol** (« Est français l'enfant né en France lorsque l'un de ses parents au moins y est lui-même né »).

— **par acquisition**. Un étranger peut acquérir la nationalité française soit **au titre de la naissance et de la résidence en France**, soit en raison de son **mariage** avec un conjoint français, soit en raison d'une décision de l'autorité publique au terme d'une procédure de **naturalisation**. Pour demander la naturalisation, il faut avoir 18 ans, résider en France depuis 5 ans, être de bonnes vie et mœurs, justifier de son intégration dans la communauté française — connaissance de la langue, etc. L'acquisition de la nationalité française par les populations immigrées est censée figurer l'aboutissement d'une intégration réussie).

Au Canada :

<https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/publications-guides/bulletins-guides-operationnels/citoyennete-canadienne/aperçu/est-citoyen-canadien.html>

En règle générale, est citoyen canadien quiconque :

- Est né au Canada ;

Nota : Un enfant né au Canada d'un diplomate étranger accrédité n'est pas un citoyen canadien de naissance, sauf si son autre parent était citoyen canadien ou résident permanent du Canada au moment de la naissance de l'enfant (3 (2) de la Loi) ;

- A obtenu la citoyenneté grâce au processus de naturalisation du Canada (c.-à-d. que la personne était un résident permanent avant de devenir citoyen).
- Est né à l'étranger et que l'un de ses parents (parent légal à la naissance ou parent biologique) était citoyen canadien au moment de sa naissance, car il est né au Canada ou a été naturalisé au Canada. Cette personne est de la première génération née à l'étranger.
- Est peut-être citoyen canadien si la personne est née à l'étranger entre le 01 janvier 1947 et le 16 avril 2009 (inclusivement) d'un parent canadien également né à l'étranger d'un parent canadien (dans ce cas, la personne est de la deuxième génération ou d'une génération subséquente née à l'étranger).
- Peuvent avoir qualité de citoyen canadien certaines personnes adoptées à l'étranger par un parent canadien le 1er janvier 1947 ou après cette date.

Attribution de la citoyenneté à un enfant

<https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-29/page-2.html#docCont>

Le ministre attribue en outre la citoyenneté à l'enfant mineur d'un citoyen qui est résident permanent au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* si les conditions suivantes sont réunies :

- **a)** la demande lui est présentée par la personne autorisée par règlement à représenter le mineur ;
- **b)** le mineur a, sous réserve des règlements, satisfait à toute condition rattachée à son statut de résident permanent en vertu de cette loi.

Préparer à l'exercice de la citoyenneté québécoise dans le programme « Culture et citoyenneté québécoise »

La citoyenneté peut être définie comme l'institutionnalisation du lien entre les individus et une communauté politique par l'attribution de droits (civils, politiques et sociaux) assortis d'obligations et de responsabilités, notamment en matière de participation. Cette dernière requiert des connaissances, des savoir-faire et des savoir-être qui favorisent à la fois la reconnaissance de soi et de l'autre et la poursuite du bien commun. L'exercice de la citoyenneté québécoise se déroule dans un espace négocié où les règles et les normes communes sont discutées à travers le dialogue. Il met en relation la diversité des points de vue et des expériences avec l'appartenance à la société québécoise ainsi qu'avec la prise en compte des droits et des responsabilités individuels et collectifs. Les citoyennes et citoyens, quel que soit leur âge, participent à la recherche continue d'un vivre-ensemble, cette recherche articulant le respect de la dignité humaine avec la construction d'un dialogue nuancé sur les accords, les tensions et les désaccords qui caractérisent la quête du bien commun. Le programme Culture et citoyenneté québécoise outille les élèves dans le développement de connaissances, de savoir-faire et de savoir-être pertinents pour l'exercice de leur citoyenneté actuelle et future.

Les enfants et les adolescents sont-ils des citoyens ?

Introduction : citoyenneté des enfants et des adolescents (erudit.org)

[...] La difficulté de penser la citoyenneté des enfants et des adolescents s'explique peut-être par son inscription récente dans l'histoire des sociétés. Depuis 1989, la convention internationale relative aux droits de l'enfant leur reconnaît de nouveaux droits et un nouveau statut, celui d'un sujet de droit égal à celui des adultes. La question n'est donc plus de savoir s'ils sont citoyens ou non, mais plutôt de réfléchir à la particularité de leur statut, d'analyser le rôle des institutions sociales à leur égard, de comprendre leurs pratiques au sein de la société. Il s'agit d'un chantier de recherche assez récent et ce numéro met en lumière trois défis intellectuels : 1) penser la citoyenneté substantive en tension avec la citoyenneté formelle ; 2) penser la citoyenneté différenciée des enfants et des adolescents ; 3) penser la citoyenneté des enfants au-delà des discours capacitaires.

QUESTIONS POUR CONCEPTUALISER LA CITOYENNETÉ

Tout au long de la ou des séances, il est suggéré de concevoir une carte conceptuelle pour garder des traces des réponses des élèves.

Naît-on citoyen ou le devient-on ?

Sais-tu ce que c'est un citoyen ? Quelle définition peux-tu donner ?

Un citoyen, c'est... un citoyen ce n'est pas...

(Celui qui utilise ses droits, en particulier de vote, et accomplit ses devoirs. Celui qui participe à la vie de la cité, en s'engageant, en étant candidat à une élection, en prenant des responsabilités dans la vie politique, syndicale, associative...).

D'après toi, qu'est-ce qu'un « **bon** citoyen » ? Un bon citoyen, c'est...

On dit souvent que le bon citoyen respecte les lois : mais que faire si elles sont injustes, discriminantes pour certaines personnes ou certains groupes ?

Ex. : les revendications des Premières Nations au Canada pour le respect de leurs droits ancestraux

Ex. : pour les membres de l'Union européenne : le recours possible à la Cour Européenne de Strasbourg concernant le respect des Droits de l'Homme.

Avoir une discussion sur les différentes définitions proposées par les élèves, car on est ici dans un registre normatif, donc très discutable...

Y a-t-il un droit à la désobéissance ?

(Ex. d'Antigone, qui alla enterrer son frère, ennemi de la Cité, malgré l'interdiction du roi de Thèbes, Gandhi qui a défendu les droits des Indiens par la non-violence, les parents des enfants autochtones qui refusaient de se séparer de leurs enfants pour les envoyer dans les pensionnats dirigés par l'Église catholique, etc.)

Peux-tu donner des exemples de désobéissance positive ? négative ?

Quel est le pouvoir du citoyen ?

(Élire une personne qui cherche le « bien commun » ; contribuer à la vie de la cité).

Quel est le rôle d'un citoyen ?

(« Le citoyen, c'est celui qui participe de son plein gré à la vie de la cité. Il partage avec ses concitoyens le pouvoir de faire la loi, le pouvoir d'élire et, le cas échéant, d'être élu. Si tu fais la loi, il est normal que tu lui obéisses. Ça s'appelle le civisme. » (Régis Debray — *La République expliquée à ma fille*, 1998).

S'agit-il seulement de vivre dans un pays pour devenir citoyen de celui-ci ?

Comment devient-on citoyen d'un pays ?
Naît-on citoyen ou le devient-on ?
Peut-on perdre sa citoyenneté ?

Que signifie l'expression « exercer sa citoyenneté » ?
À quel âge peut-on exercer sa citoyenneté ?

La citoyenneté et l'école

Est-on déjà ou pas encore citoyen à l'école ?
(On peut être français ou canadien à la naissance par le droit du sang ou du sol, mais on ne peut voter qu'à 18 ans).
Pourquoi parler de citoyenneté chez les enfants et les adolescents si d'un point de vue légal l'âge pour voter est 18 ans ?

Considères-tu que l'école prépare les jeunes à exercer leur citoyenneté ?
(Il y a pour cela les cours d'histoire. Les cours d'EMC — Education Morale et Civique — en France, d'Éthique et de culture religieuse au Québec qui deviendra Culture et citoyenneté québécoise à l'automne 2023. Il y a aussi les élections de délégués de classe, au conseil d'établissement, etc.).

Peux-tu exercer une certaine forme de citoyenneté dans ton école ?
Si oui, peux-tu donner des exemples ?
(Élire tes délégués, participer à la vie de la classe, de l'école, s'aider mutuellement dans une pédagogie coopérative...)

La citoyenneté à l'échelle locale, nationale et internationale

N'y a-t-il de citoyenneté qu'à l'échelle d'un État, d'un pays ?
(La citoyenneté peut être... — étatique : un pays, la France, le Canada, etc.)
(Personne jouissant, dans l'État dont il relève, des droits civils et politiques, et notamment du droit de vote, par opposition aux étrangers).

Européenne (pour la France)
(« Est citoyen de l'Union européenne, toute personne ayant la nationalité d'un État membre »).

Mondiale ?
(Citoyen du monde : personne qui proclame son attachement à l'ensemble de l'humanité et qui refuse les frontières entre les nations).

Citoyenneté et nationalité

Y a-t-il un lien d'après toi entre citoyenneté et nationalité ?
(La qualité de citoyen est d'abord liée à la détention de la nationalité. Ce lien est très fort en France. Si la nationalité est une condition nécessaire, elle n'est pas suffisante. La personne doit

aussi jouir de ses droits civils — droit de se marier, d’être propriétaire, etc. — et politiques-droit de voter par exemple. Cette condition exclut les mineurs, qui ne peuvent voter qu’à partir de 18 ans, les majeurs sous tutelle et les personnes privées de ces droits par une décision de justice).

Une personne qui a le statut d’immigrant peut-elle obtenir sa citoyenneté avant d’avoir obtenu sa nationalité ?

Quels sont les éléments semblables et différents entre citoyenneté et nationalité ?

1.c. : L’IDENTITÉ

Qu’est-ce que l’identité ?

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/identit%C3%A9/41420>

Caractère permanent et fondamental de quelqu’un, d’un groupe, qui fait son individualité, sa singularité : Personne qui cherche son identité. Identité nationale.

Ensemble des données de fait et de droit qui permettent d’individualiser quelqu’un (date et lieu de naissance, nom, prénom, filiation, etc.) : Rechercher l’identité d’un noyé.

QUESTIONS POUR CONCEPTUALISER L’IDENTITÉ

Tout au long de la ou des séances, il est suggéré de concevoir une carte conceptuelle pour garder des traces des réponses des élèves.

Qu’est-ce que l’identité ?

Comment se développe l’identité d’une personne ?

À quel groupe t’identifies-tu ? Peut-on s’identifier à plusieurs groupes en même temps ?

L’appartenance à un groupe peut-elle influencer l’identité d’une personne ?

Une personne peut-elle posséder plusieurs identités ? Explique.

Quels sont les différents types d’identité qu’une personne peut posséder ?

Points clés pour l’enseignant

<https://www.maxicours.com/se/cours/les-identites-multiplies-de-la-personne--premiere--emc/>

L’identité d’un individu est singulière (elle est propre à chaque individu), ce qui permet de la définir et de la reconnaître aux yeux de tous et dans le monde entier.

Elle est aussi multiple, car elle se compose d’aspects variés et illimités.

Elle est également partagée, car elle se construit au jour le jour au contact des autres.

L'identité d'une personne est composée de plusieurs éléments :

1. Une **identité légale**, qui permet d'identifier et de reconnaître la personne aux yeux de tous ;
2. Une **identité personnelle**, qui se construit au jour le jour par les choix qu'un individu peut faire.

1. L'identité légale

a. identifier et reconnaître une personne

Comme le rappelle le Code civil, chaque individu se voit attribuer **un nom et un prénom** par ses parents dès sa naissance : c'est la filiation.

Ces éléments, ainsi que la **nationalité, le sexe, le lieu et la date de naissance**, constituent l'identité légale de chacun.

Ces éléments sont uniques et particuliers à chaque individu, comme l'empreinte digitale notamment. Ceci fait de l'usurpation d'identité un grave délit sévèrement puni par la loi.

b. La protection de l'identité

L'identité légale permet d'identifier et de reconnaître un individu aux yeux de tous, donc les éléments qui la composent sont protégés par l'État. Celui-ci valide et enregistre à la naissance cette identité légale sur des papiers officiels : registre d'état civil, carte d'identité, etc.

De même, l'empreinte digitale et une photographie sont désormais obligatoires pour obtenir un passeport biométrique et se déplacer dans le monde.

Il est possible de changer certains éléments de l'identité légale, comme le nom ou la nationalité par exemple. Cependant, ces changements doivent suivre une procédure officielle très stricte. Le Code civil énonce par exemple que seules les personnes disposant « d'un intérêt légitime peuvent demander à changer de nom. [...] Le changement de nom est autorisé par décret ».

Remarque : les « sans-papiers » désignent les personnes qui ne possèdent pas les documents permettant de séjourner en France ou au Canada. Elles possèdent néanmoins une identité légale au sein de leur pays d'origine.

2. L'identité personnelle

a. la richesse de l'identité personnelle

Alors que l'identité légale est encadrée par des normes et enregistrée sur des papiers officiels, l'identité personnelle est multiple et variée.

Cependant, comme l'identité légale, elle reste unique et particulière à chaque individu.

Elle est composée des différents éléments qui forment l'environnement d'un individu :

- la famille et les amis ;
- le sexe et le genre ;
- le milieu ;

- l'école ;
- les loisirs ;
- la culture ;
- les croyances religieuses ;
- le milieu professionnel, etc.

Ensemble, tous ces aspects forment l'identité personnelle, mais il faut rappeler qu'aucun d'eux ne suffit à définir un individu. Résumer une personne à son sexe, son âge ou ses convictions revient à faire preuve de discrimination.

b. Une construction au jour le jour

L'identité personnelle s'enrichit chaque jour des différents choix faits par un individu. Ces choix modifient le cours de sa vie et chaque nouvelle expérience permet de développer de nouvelles facettes de sa personnalité.

Aujourd'hui, un nouveau type d'identité émerge et prend une place de plus en plus importante : l'identité numérique. Celle-ci contient des éléments propres à l'identité légale (nom, date et lieu de naissance, etc.) et à l'identité personnelle (goûts, opinions, etc.).

Elle présente néanmoins des risques, car elle peut être partagée et donc soumise aux dangers de l'exposition sur Internet. Si l'on n'y prend pas garde, des éléments personnels, voire confidentiels, peuvent ainsi être récupérés puis diffusés à notre insu et à nos dépens.

L'essentiel

L'identité d'un individu est à la fois :

- **Singulière** (elle est propre à chaque individu), ce qui permet de la définir et de la reconnaître aux yeux de tous et dans le monde entier ;
- **Multiple**, car elle se compose d'aspects variés et illimités ;
- **Partagée**, car elle se construit au jour le jour au contact des autres.

INTÉGRATION ET PROPOSITIONS

Si tu devais expliquer ces 3 concepts à quelqu'un, comment le ferais-tu ?

Quelles sont tes propositions concernant les concepts de nationalité, citoyenneté et identité ?

Quelles sont les questions qui demeurent concernant ces concepts ?

PARTIE 2 : DROITS ET RESPONSABILITÉS

CONCEPTUALISATION : DROITS ET DEVOIRS

LES DROITS

En tant que citoyens, nous avons des droits et des devoirs. Pour savoir quels sont nos droits, il faut s'entendre sur la définition d'un droit.

Qu'est-ce qu'un droit ou le droit ?

Plusieurs réponses possibles

1. Ensemble des règles qui régissent les rapports des membres d'une même société ; légalité.
2. Science qui a pour objet l'étude de ces règles.
3. Faculté, légalement ou réglementairement reconnue à quelqu'un par une autorité publique, d'agir de telle ou telle façon, de jouir de tel ou tel avantage : *À quel âge a-t-on le droit de vote ?*
4. Possibilité morale qu'on puisse agir de telle ou telle manière : *Vous n'avez pas le droit de parler ainsi.*
5. Possibilité, permission donnée à quelqu'un, par une autorité quelconque, de faire quelque chose ; autorisation : *Elle a le droit de sortir ce soir : ses parents le permettent.*
6. Ce qui confère un pouvoir, une prérogative, un titre, une autorité considérée comme légitime : *Défendre ses droits.*
7. Impôt, taxe : *Payer des droits sur l'alcool.*

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/droit/26842>

Une fiche PhiloJeunes sur les droits est également disponible en référence sur le Site : www.Philojeunes.org

Comment peut-on connaître les droits relatifs à une nation, un pays ?

Quels sont les différents types de droit ?

En consultant les documents officiels tels que la Charte des droits et libertés du Canada, la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, le Code civil, le Code criminel, le Code de la route.

Les enfants et les adultes ont-ils des droits différents ?

- a. Discussion sur cette question
- b. Consulter LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT DES NATIONS UNIES (voir le document inclus dans le dossier) et poser ces questions.

Que penses-tu de cette convention ?

Savais-tu que les enfants et les adolescents ont ces droits ?

En tant que citoyen, est-ce que tu as du pouvoir pour faire respecter ces droits ?

LES DEVOIRS

(ou les obligations)

« Les droits s'accompagnent de responsabilités. Une responsabilité est un devoir ou une obligation. C'est en quelque sorte une action qui doit être effectuée afin que certains droits soient respectés »

Tiré du document : LES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN DÉMOCRATIE

Tu as constaté que tu as des droits. Cependant, à ces droits sont associés des devoirs ou des obligations.

Quels sont les devoirs, les obligations d'un adolescent ?

Pourquoi ces devoirs existent-ils ?

Permettre aux élèves de consulter à nouveau LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT DES NATIONS UNIES.

Leur demander de sélectionner 6 droits et d'associer chacun de ces droits à des obligations.

Exercice

J'ai le droit , j'ai le devoir.....

LES DROITS ET LES DEVOIRS DU CITOYEN

La citoyenneté, est-ce un droit, une obligation ou un devoir ? Quels sont les droits d'un citoyen ? (Penser aux droits de l'homme *et du citoyen*. Exemples : avoir des droits civiques, le droit de vote, selon la nationalité et l'âge. Le droit d'être candidat et d'être élu. Le droit à l'éducation, à la santé, à la protection sociale. Le droit à la liberté de conscience et d'expression. Le droit de se réunir, de manifester, de se syndiquer...).

Quels sont les devoirs du citoyen ?

(Payer ses impôts s'ils sont dus, faire son service militaire ou civil s'ils sont obligatoires, voter si c'est obligatoire comme en Belgique, obéir à la loi sous peine de sanction, être juré dans un procès, etc.)

ÉTUDE DE CAS – situations problème

Au Québec

Mais c'est quoi ces droits !!!

Dans un cours portant sur la citoyenneté, l'enseignant aborde les droits reconnus au citoyen canadien. Il demande : « En tant que citoyens, avons-nous tous les mêmes droits ? Comment sait-on si ces droits s'appliquent à nous ? »

Un 1^{er} élève lui répond : « Moi, c'est certain que j'ai tous les droits reconnus au Canada, car ma famille est ici depuis plusieurs générations. »

Un 2^e élève continue : ma famille et moi sommes des immigrants et nous avons obtenu notre citoyenneté l'an dernier donc, je pense que nous avons aussi tous les droits reconnus au Canada. »

Un 3^e élève poursuit : « Ma famille et moi sommes des réfugiés. Nous avons été accueillis par le Canada. Nous avons fait notre demande de citoyenneté, mais nous ne l'avons pas encore obtenue donc je ne sais pas exactement quels sont nos droits. »

Après ces 3 interventions, l'enseignant dit : « Nous avons 3 situations différentes concernant la citoyenneté qui sont bien représentatives de la population canadienne. »

Un élève lève alors la main et interpelle l'enseignant. « Monsieur, ce n'est pas tout à fait juste, vous nous avez oubliés. Je suis autochtone, je fais partie des peuples des Premières Nations. Vous savez, on parle souvent des droits reconnus au Canada en oubliant de mentionner nos droits ancestraux. Nous luttons pour les faire reconnaître, car c'est nous qui sommes les premiers habitants du Canada. »

L'enseignant : « Tu as bien raison, notre portrait de la population canadienne n'était vraiment pas complet. On voit que parler de droits, ce n'est pas si évident... »¹

Questions pour décrire

Où la situation se passe-t-elle ? Quand se passe-t-elle ? De quel cours s'agit-il ? De quels droits parle-t-on ? Pourquoi parler de droits liés à la citoyenneté à l'école ?

Questions pour faire du lien

As-tu déjà entendu parler de la loi sur les Indiens ? Connais-tu la différence entre un immigrant et un réfugié ? Pourquoi peut-on devenir réfugié ? Est-ce qu'il y a des lois qui obligent à accueillir les réfugiés ?

Questions pour faire des hypothèses, se prononcer

D'après toi, pourquoi l'enseignant propose-t-il qu'il y ait un échange à ce sujet dans la classe ? Si tu devenais un immigrant ou un réfugié, comment aimerais-tu être accueilli ?

Pourquoi les Premières Nations revendiquent-elles leurs droits ?

¹ Voir l'annexe 1 pour les définitions et les références supplémentaires.

Questions (par comparaison, opposition, généralisation), pour aborder la notion de citoyen

À partir des exemples de citoyenneté dont nous avons parlé, compare la situation du Canada avec d'autres pays que tu connais. Est-ce que les citoyens des autres pays ont tous les mêmes droits que les citoyens du Canada ? Quel type d'autorité gouvernementale avons-nous au Canada ? Connais-tu d'autres types d'autorité gouvernementale ?

Connais-tu un droit qu'un citoyen a dans notre pays ? Connais-tu un devoir qu'a un citoyen dans notre pays ? Comment sait-on les droits qu'un citoyen a, qui les détermine ? Connais-tu des principes que la loi doit respecter dans une démocratie comme notre pays ?

S'il y a de l'intérêt pour poursuivre la discussion sur les peuples autochtones

On nous appelait les sauvages <https://video.link/w/ZJGcc>

En France

Être citoyen responsable, c'est obéir à la loi ?

Aujourd'hui, en cours d'Histoire, nous avons un intervenant. C'était une personne dont les parents ont été des « résistants » pendant la *Seconde Guerre mondiale*, en France, lorsqu'elle était occupée par l'Allemagne. Cet intervenant nous a expliqué que ses grands-parents étaient des citoyens exemplaires à cause de ce qu'ils avaient fait, dont il était très fier. Malgré le risque d'être arrêtés, ils avaient d'abord hébergé des personnes recherchées par la police parce qu'elles étaient juives et ne voulaient pas porter une étoile jaune, puis elles avaient saboté certaines usines d'armement en mettant des bombes, enfin, elles avaient espionné des aéroports pour donner des informations aux services secrets anglais et aider à préparer le débarquement en France des soldats pour chasser les Allemands.

Lorsque l'intervenant est parti, un élève a dit à notre enseignante : « *Madame, je ne comprends pas pourquoi vous avez fait venir cet intervenant. Ce qu'ont fait ses grands-parents, c'était interdit par la loi et nous, on nous dit qu'un citoyen doit obéir à la loi. C'est plutôt bizarre, non ?* »

La professeure l'a regardé, elle semblait un peu surprise. Puis elle a dit : « *Ce que tu dis est très intéressant, et je propose qu'on y réfléchisse ensemble au prochain cours* ».

Questions pour décrire

Où la situation se passe-t-elle ? Quand se passe-t-elle ? De quel cours s'agit-il ? Est-ce que cet intervenant a vécu ce dont il est en train de parler ? Parle-t-il d'un événement qui lui est arrivé ? Qu'ont fait les personnes dont il parle ? Étaient-elles autorisées à faire cela à cette époque-là ?

Dans la situation lue, que se passe-t-il après le départ de cet intervenant ? Par rapport à ce que doit être un citoyen, quel est le problème que pose cet élève à l'enseignante ? Quelle est la réaction de cette enseignante ?

Questions pour faire du lien

As-tu déjà entendu parler de l'époque dont l'intervenant parlait ? Connais-tu d'autres situations, à d'autres époques ou dans d'autres pays, où l'on trouve que c'est justifié que des personnes n'aient pas respecté la loi dans leur pays : pourquoi ? Que s'est-il passé dans les cas où les

personnes n'ont pas respecté la loi ? Connais-tu d'autres situations dans notre pays où des personnes ne respectent pas la loi ? Parmi ces situations, y en a-t-il où, dans notre pays, on dit que ceux qui font cela sont des citoyens exemplaires ?

Questions pour faire des hypothèses, se prononcer

D'après toi, pourquoi l'enseignante propose-t-elle qu'il y ait un échange, dans la classe ? Penses-tu, comme l'élève qui intervient, qu'on ne devrait pas donner comme exemples de citoyens exemplaires les personnes dont l'intervenant a parlé ?

À ton avis, le genre de situation dont parle cet intervenant est-il une situation banale, ou bien est-ce un cas très spécial ? Pourquoi, dans cette situation-là, peut-on dire que ces personnes évoquées par l'intervenant peuvent être des exemples pour tous ? Si tu vivais le même genre de situation que ces personnes pendant la guerre, penses-tu que tu essaierais, toi aussi, de te comporter comme ces personnes, ou bien tu préférerais ne pas le faire ? Pourquoi ? Est-ce que tu penses que ceux qui n'ont pas été résistants étaient forcément de « mauvais » citoyens : quelles sont les raisons qu'elles pouvaient avoir de ne pas se comporter ainsi ?

Questions (par comparaison, opposition, généralisation), pour aborder la notion de citoyen

À partir des exemples de situations dont nous avons parlé, en comparant celles que nous trouvons « bien » et celles qui sont condamnables, qu'ont-elles de différent, selon toi ? Connais-tu un exemple d'un comportement opposé à celui que doit avoir, en principe, un citoyen ? Connais-tu des personnes à qui on a retiré certains droits qu'ont les citoyens : pour quelle raison ?

Quelle est, d'après ce que tu en sais, la façon dont un citoyen doit se comporter, par rapport à la loi ? Sais-tu si, dans certaines circonstances spéciales, il pourrait être demandé à un citoyen de ne pas obéir à une loi ? Quels sont les autres comportements qui sont attendus en général d'un citoyen dans une société démocratique ? Est-ce que pour être un citoyen, il suffit d'habiter dans un pays ?

Connais-tu un droit qu'un citoyen a dans notre pays ? Connais-tu un devoir qu'a un citoyen dans notre pays ? Comment sait-on les droits qu'un citoyen a, qui les détermine ? Connais-tu des principes que la loi doit respecter dans une démocratie comme notre pays ?

INTÉGRATION ET PROPOSITIONS

Si tu devais expliquer les droits et les responsabilités des citoyens à quelqu'un, comment le ferais-tu ?

Quelles sont tes propositions concernant les droits et les responsabilités des citoyens ?

PARTIE 3 : L'ÉCOCITOYENNETÉ

Introduction

Réfléchir sur l'écocitoyenneté, c'est réfléchir sur notre avenir en tant que citoyen du monde. Certains croient que c'est important de se soucier de l'avenir de notre planète et des relations que nous entretenons avec les autres êtres vivants (flore, animaux), ce sont les écocitoyens.

Cependant, d'autres personnes ne croient pas du tout que les changements climatiques existent, que des espèces entières disparaissent, on les appelle les climatosceptiques.

À l'opposé, d'autres personnes se sentent vraiment stressées par ces changements et ils ont peur pour l'avenir de la planète et de l'humanité. Ces personnes en viennent à développer de l'écoanxiété.

Alors, prenons le temps de discuter de la citoyenneté en lien avec l'environnement, le climat, les relations entre les êtres vivants.

L'ÉCOCITOYENNETÉ, LE CLIMATOSCEPTICISME, L'ÉCOANXIÉTÉ

Qu'est-ce que l'écocitoyenneté ?

Définition du dictionnaire Larousse : L'écocitoyenneté est un comportement individuel ou collectif consistant à observer les principes et les règles destinés à préserver l'environnement.

Que signifie être écocitoyen ?

Être écocitoyen, c'est avoir conscience que chacun de ses actes quotidiens a une incidence sur la planète et en conséquence prendre l'engagement de respecter l'environnement afin de limiter l'impact que son geste aura sur la planète.

Es-tu sensible :

À la maltraitance des animaux ?

À la disparition de certaines espèces animales et végétales (appauvrissement de la biodiversité) ?

À la pollution de la planète (exemple : l'effet de serre à cause de trop de CO2 produit par l'humain) ?

Connais-tu l'écologie ?

Comme ensemble de gestes concrets (donne des exemples) ;

Comme science de l'environnement ;

Comme mouvement politique (ex : les « verts ») ?

Qu'est-ce que l'écologie recommande ?

Vis-à-vis de la nature, de la planète ?

Des animaux ?

De notre nourriture ?

(Respecter les équilibres naturels, ne pas épuiser les énergies fossiles, produire des énergies renouvelables, ne pas maltraiter les animaux, manger bio...)

Qu'est-ce qu'un écogeste ?

(Un écogeste est une action ou une habitude effectuée de façon à limiter l'impact environnemental de son mode de vie.)

Un citoyen doit-il ou non se sentir concerné par les écogestes ?

Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?

Cite des écogestes :

Quand tu te promènes dans la nature ;

Quand tu jardines ;

Quand tu fais des courses au supermarché ;

Quand tu fais de la cuisine ;

Quand tu produis des déchets à la maison... ?

(Ne pas laisser ses déchets dans la nature ou en ville, en ramasser lorsqu'on en trouve. Contribuer au tri des déchets à la maison, à l'école. Éviter au maximum les emballages. Manger le moins possible de viande, se nourrir avec des aliments bio...).

Des exemples de citoyen.ne.s engagé.e.s pour la défense de l'environnement

Connais-tu des personnes engagées dans la lutte contre les changements climatiques ?

(Greta Thunberg, tes ami.e.s, toi-même, etc.)

En tant que citoyen.ne, peut-on tout faire pour défendre la cause environnementale ?

Explique ta réponse.

Exemple : Greta Thunberg

À Londres, elle a été poursuivie après une manifestation pour le climat qui avait perturbé une conférence organisée par l'industrie des hydrocarbures en octobre, la militante écologiste Greta Thunberg a plaidé mercredi non coupable d'infraction à l'ordre public.

Greta Thunberg a été inculpée avec 25 autres militants après avoir manifesté le 17 octobre devant l'Energy Intelligence Forum, une conférence qui réunissait les principales compagnies pétrolières et gazières dans un hôtel de luxe de la capitale britannique.

À la suite de ces événements, elle devra se présenter devant les tribunaux pour défendre sa cause. Sera-t-elle coupable de méfaits publics ou non ?

LES CLIMATOSCEPTIQUES

Qu'est-ce que le climato scepticisme ?

Sur quels critères les climatosceptiques se basent-ils pour dire que les changements climatiques n'existent pas ?

Ces critères sont-ils valables ? Explique ta réponse.

Quelles sont les conséquences du climato scepticisme ?

Vidéo pour poursuivre la réflexion : [Climatosceptiques : la science, le doute et le déni](#)

L'ÉCO ANXIÉTÉ

Qu'est-ce que l'écoanxiété ?

Sur quels critères les personnes écoanxieuses se basent-elles pour dire que les changements climatiques sont dangereux et mènent à la perte de l'humanité ? Ces critères sont-ils valables ? Explique ta réponse.

Quelles sont les conséquences de l'écoanxiété ?

Vidéo pour poursuivre la réflexion : [3 minutes pour comprendre l'écoanxiété chez les jeunes](#)

Quelques images pour poursuivre la discussion



<https://myfamilyup.com/eco-anxiete-parent-aider-comprendre-son-enfant/>

<https://www.pinterest.com.au/pin/burning-earth-globe-west-hemisphere-stock-photo-image-of-destruction-danger-26610180-604678687482888798/>



<https://www.ouest-france.fr/edition/du-soir/2019-10-09/leco-anxiete-nous-puette-et-ce-nest-pas-forcement-une-mauvaise-chose-f577240c-8725-4a5c-86da-85cf22c44de7>

Références :

[Les climatosceptiques, qui sont-ils et comment raisonnent-ils ?](#)

[L'écoanxiété, le nouveau mal du siècle](#)

[Comprendre les changements climatiques](#), Gouvernement du Québec

PhiloJeunes

Renseignements : catherine.audrain@philojeunes.org Tél. 438 404 8690
WWW.Philojeunes.org

ÉTUDE DE CAS – situations problèmes

L'écocitoyenneté

L'autre jour, à l'école, nous avons discuté à propos du respect de la nature. On s'est demandé ce que cela pourrait vouloir dire être un « écocitoyen ». On avait l'impression d'être tous d'accord pour dire que cela voulait dire être responsable, faire attention, préserver notre environnement pour les futurs humains. On a trouvé par exemple qu'il fallait mettre des taxes ou limiter les déplacements des véhicules polluants. Mais soudain, Éléonore, qui n'avait rien dit jusque-là, est intervenue : « Vous êtes bien gentils avec vos grandes idées : être responsables, bravo ! Mais, dans ma famille, on n'a pas le choix parce qu'on est pauvres. Notre voiture, elle est polluante, mais elle n'est pas chère et si on ne peut plus l'utiliser, alors mes parents perdront leur travail. On n'aura plus rien, on va perdre le peu qu'on a ! Vous voulez préserver la nature, mais peut-être faudrait-il d'abord penser à respecter ceux qui vivent avant de penser à ceux qui ne sont même pas encore nés. »

On en est tous restés bouche bée : on ne savait pas qu'Éléonore était pauvre et puis... on la respecte et on ne veut pas qu'elle soit dans la misère... Alors, comment faire ?

Questions pour décrire

Où la situation se passe-t-elle ?

Quelle est la position qui semble être celle des différents élèves ?

Quel sens donnent-ils au mot « écocitoyen » ?

Que proposent-ils de faire au nom de l'écocitoyenneté ?

En réalité, y a-t-il accords entre tous les élèves ?

Quel est l'élève qui va se manifester : que va-t-elle opposer aux propositions que les autres élèves avaient faites ?

Quelle est la réaction des autres élèves lorsqu'Éléonore a fini de parler ?

Questions pour faire du lien

Connais-tu une décision politique qui a été prise pour faire respecter l'écocitoyenneté ?

Connais-tu des façons de se comporter que l'on peut avoir pour être un écocitoyen ?

As-tu déjà entendu parler d'une situation où de personnes ne sont pas d'accord avec une mesure « écocitoyenne » et/ou ne la respectent pas ?

Quelles sont les raisons que ces personnes évoquent pour se comporter ainsi : est-ce toujours lié à la pauvreté comme pour Éléonore ?

Questions pour faire des hypothèses, se prononcer

À ton avis, pourquoi les élèves sont-ils bouche bée après l'intervention d'Éléonore ?

Penses-tu qu'après l'intervention d'Éléonore, les autres élèves vont forcément changer d'avis et dire qu'il faut laisser les véhicules particulièrement polluants rouler sans qu'on y fasse attention ?

Que pourrait-il se passer si l'on décidait de ne plus du tout faire attention à l'environnement ?

Que pourrait-il se passer dans la classe après l'intervention d'Éléonore ?

Et toi, dans cette situation, que penses-tu qu'il faudrait faire ?

À ton avis, est-ce que les personnes comme Éléonore sont forcément opposées à ce qu'on fasse attention à l'environnement ?

Penses-tu que, pour sauver les futurs humains, il vaut mieux ne pas s'occuper du problème posé par Éléonore ?

Penses-tu que si l'on décide de se comporter comme des écocitoyens, cela veut forcément dire que les autres ne vont pas pouvoir survivre ?

Vois-tu des moyens de prendre en compte à la fois l'écocitoyenneté et la pauvreté : peux-tu citer un exemple d'une attitude à avoir comme écocitoyen et d'une attitude à ne pas avoir ?

D'après toi, est-ce que se comporter en écocitoyen, c'est plus facile à dire qu'à faire ?

Questions (par comparaison, opposition, généralisation), pour approcher la notion d'écocitoyenneté

Être un écocitoyen, qu'est-ce que cela a de différent d'être, simplement, un citoyen : qu'est-ce qu'il y a de pareil, qu'est-ce qu'il y a de différent ?

Que serait le contraire d'être un écocitoyen ?

Est-ce qu'un écocitoyen et un écologiste, c'est pareil ou pas ?

Est-ce qu'être écocitoyen signifie qu'on adhère à un parti écologiste ?

Est-ce qu'être écocitoyen signifie qu'on vote forcément pour un parti écologique ?

D'après les exemples que nous avons pris, et des explications données, si tu devais expliquer ce qu'est un écocitoyen, que dirais-tu ?

Ha ! ces pollueurs !

L'autre jour en écoutant la radio, Chloé a entendu l'animateur se prononcer contre toutes les voitures polluantes. Il recommandait à tout le monde d'utiliser les transports en commun pour diminuer leur empreinte écologique. Il disait qu'il n'y avait pas de bonnes raisons pour rouler seul dans une auto ou encore pire dans un gros véhicule.

Il disait que ceux qui utilisent leurs voitures régulièrement et ceux qui possèdent des véhicules plus gros devraient être pénalisés, car ils ne font pas attention à l'environnement. Ils devraient payer plus de taxes et même avoir des pénalités !

Pour lui, le gouvernement devrait être plus sévère envers ces automobilistes qu'il qualifie de délinquants et de pollueurs.

Cet animateur affirme que lui, il circule à vélo toute l'année, même en hiver.

Chloé en entendant ces propos se questionne sérieusement sur les arguments de cet animateur.

A-t-il raison de tenir ces propos ? Explique ta réponse.

Dans quel contexte, peut-il avoir raison ? Dans quel contexte ne peut-il pas avoir raison ?

Les utilisateurs de véhicules sont-ils pour autant moins écocitoyens ?

Pourquoi les utilisateurs de gros véhicules devraient-ils être pénalisés ? Y a-t-il des contextes où posséder un plus gros véhicule est nécessaire ? Si oui, donne des exemples.

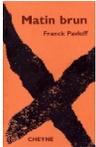
Dans quel contexte est-il possible de ne pas utiliser un véhicule moteur ?

INTÉGRATION ET PROPOSITIONS :

Si tu devais expliquer le concept d'écocitoyenneté à quelqu'un, comment le ferais-tu ?
Quelles sont tes propositions concernant l'écocitoyenneté ?

Ouvrages sur la citoyenneté à exploiter philosophiquement

Franck Pavloff — Matin Brun — Cheyne éditeur 1998



- Pourquoi le pays et l'époque à laquelle se situe la nouvelle ne sont-ils pas précisés ?
- Repérez les différentes interdictions et leur progression : à votre avis, pourquoi les gouvernants utilisent-ils toutes ces étapes au lieu d'interdire en une seule fois tous les animaux qui ne leur conviennent pas ?
- Comment les deux personnages réagissent-ils à la série d'interdictions édictées par ceux qui gouvernent ? À votre avis, pourquoi réagissent-ils comme ils le font ?
- Selon vous, d'autres réactions seraient-elles possibles ? Si oui, lesquelles, sinon pourquoi ?
- Les deux personnages obéissent à toutes les règles que les autorités imposent. Diriez-vous qu'ils ont un comportement citoyen ? Si vous pensez « oui » dites pourquoi ; si vous pensez « non », dites ce que serait selon vous un comportement citoyen dans les circonstances de ce récit.
- Comment comprenez-vous la fin ? (qu'arrive-t-il au narrateur ?)
- Contre quoi cette nouvelle vise-t-elle à mettre en garde les lecteurs ?

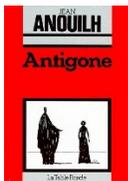
Liberté, égalité, chocolat — Alex Shearer — Bayard jeunesse



- P. 54, Sébastien demande à Arthur : « Si une loi te paraissait injuste, accepterais-tu de la transgresser ? »
 - o Pensez-vous qu'il est légitime de se poser cette question, ou que, juste ou injuste, une loi doit toujours être respectée ?
 - o Pensez-vous qu'il puisse exister des lois injustes ? Si oui, sur quels critères en décider et qui peut en décider ?

- Que pensez-vous du moyen trouvé par Arthur, Sébastien et Mme Robin pour s'opposer à la loi interdisant les produits sucrés (dans les chapitres 1 à 17) ? Diriez-vous que c'est un acte de résistance ? (votre réponse peut être « oui » ou « non », mais justifiez-la).
- Les lois du Parti Qui Vous Veut du Bien ont un objectif de santé publique : éviter à la population les maladies liées au sucre. En sortant de l'anecdote (ici l'interdiction du chocolat et des gâteaux), estimez-vous qu'un gouvernement est légitime pour mettre en œuvre des mesures qu'il estime utiles à la population malgré elle ? Ici encore, on peut répondre oui ou non (ou « en partie » !) mais l'important est de justifier son avis.
- M. Bothorel (page 346) dit « Le pouvoir n'appartient à aucun gouvernement. Il appartient au peuple. À vous. À moi. À nous ». Comment comprenez-vous cette phrase ? À votre avis, cette affirmation est-elle a) vraie b) fausse c) dangereuse d) en partie vraie en partie fausse e) vraie et dangereuse e) fausse et dangereuse.

Anouilh — Antigone — la table ronde — 1944



- À titre d'échauffement : Connaissez-vous des situations, historiques ou contemporaines, où des citoyens critiquent des lois qu'ils jugent injustes ou se rebellent contre elles ? De quels moyens disposent-ils pour cela ?
- Dans la scène entre Créon et Antigone (p70 à 96),
 - o Quelles sont les valeurs défendues par Créon ? Et par Antigone ?
 - o Qui à votre avis adopte la meilleure attitude ? (C'est un vrai choix, on peut répondre ce qu'on veut, l'important est de l'argumenter.)
- Diriez-vous de Créon qu'il a les (ou des) qualités d'un bon gouvernant ?
- Créon exerce son autorité de roi légitime, Antigone exerce sa liberté de conscience. Qu'est-ce qui fait que les deux entrent en conflit ? Pensez-vous qu'à notre époque, dans nos pays, les deux (autorité légitime de l'état/liberté de conscience) puissent entrer en conflit ? — partons du principe que l'état est légitime et démocratique ; cela dit on peut se poser la même question dans le cas d'une dictature ou d'un gouvernement non légitime, mais la réflexion sera différente)
- Paul Ricoeur a écrit : « Pourquoi nous sommes-nous toujours intéressés à ce drame ? Parce que nous avons affaire, là, à deux personnages qui ont raison et qui ont tort, et qui ont tort en ce qu'ils ont raison ». Comment comprenez-vous cette affirmation et qu'en pensez-vous ?

Bibliographie ou sitographie utiles

- Sensibilisation aux écogestes,
- Le parcours citoyen, Eduscol, PDF.
- Guide 100 écogestes, PDF.
- <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/guide-detude/histoire-du-multiculturalisme-au-canada> (fiche pédagogique pour l'enseignant et l'élève sur l'histoire du multiculturalisme au Canada)
- La citoyenneté des enfants et des adolescents (article scientifique)
- L'écocitoyenneté, quels droits pour les générations futures ?
- C'est quoi être citoyen ? Vidéo pour la France

Définitions

Immigrant : Personne qui immigre dans un pays étranger au sien. (L'immigration est le plus souvent motivée par la recherche d'un emploi et la perspective d'une meilleure qualité de vie.)

Réfugié : Les réfugiés sont des personnes contraintes de quitter leur pays d'origine à cause d'importantes violations de leurs droits.

Le droit d'asile face à la persécution est un droit humain international. Ce droit est stipulé dans la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés (ou la « Convention sur les réfugiés »).

Selon cette Convention, un réfugié est une personne :

« Qui est à l'extérieur de son pays d'origine et qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques. »

La Convention prévoit également les obligations principales des États à l'égard des réfugiés, notamment l'obligation de ne pas expulser un réfugié vers un pays où il risquait la persécution. (Il s'agit du principe de non-refoulement).

La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés a été rédigée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le monde était décidé à ne pas refaire les mêmes erreurs qui s'étaient produites pendant l'Holocauste, alors que de nombreux pays avaient refusé l'asile à des réfugiés juifs, contribuant ainsi au bilan des victimes du génocide (le Canada figurait parmi les pires contrevenants).

Le Canada n'a signé la Convention qu'en 1969.

Pour plus de renseignements, consultez le site d'où proviennent ces renseignements :

[Conseil canadien pour les réfugiés](#)

Références supplémentaires : Loi sur les Indiens ; Droits ancestraux des Autochtones

Agir pour s'assurer que toutes les lois fédérales respectent les droits ancestraux ou issus de traités